



Communauté de Communes Faucigny-Glières  
Par Monsieur Stéphane VALLI  
Place de l'Hôtel de Ville  
74130 BONNEVILLE

Si vous souhaitez obtenir des informations sur votre dossier :

Thomas COUCHOT, Service mutualisé d'instruction du  
Droits des Sols, Communauté de Communes Faucigny  
Glières :  
Tél : 04 50 25 22 50 - t.couchot@ccfg.fr

**Objet** : Notification d'une décision relative à votre demande de **Permis de construire (PC)**  
n° **PC07421222A0027M01**.

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous adresser ci-joint l'arrêté vous accordant votre Permis de construire modificatif (PC) citée en référence.

Je vous demande de porter une attention particulière au respect des prescriptions contenues dans l'arrêté de Permis de construire modificatif (PC) ainsi qu'aux principales formalités à accomplir pour la bonne mise en œuvre de cette décision :

- **Affichage sur le Terrain** : la mention de la déclaration de préalable doit être affichée de manière visible de l'extérieur par vos soins, dès réception de la décision et pendant toute la durée du chantier (mentions indiquées dans les articles A 424-1 à 424-4 de l'arrêté du 06/06/2007)
- **Transmission de l'imprimé de DAACT** (imprimé ci-joint) dûment signé à la Mairie dès la fin des travaux.

Je vous informe enfin que je transmets ce jour au préfet, en application des articles L 2131-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales, copie de la décision autorisant les travaux.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Glières-Val-de-Borne,  
Le 25 novembre 2024.

Le Maire,  
Christophe FOURNIER



**Commune de Glières-Val-de-Borne**  
**Arrêté municipal accordant la modification d'un permis délivré en cours de validité au nom de la commune**

**Dossier n° PC07421222A0027M01**

Date de dépôt : **28/10/2024**

Affiché le : 28/10/2024

Complet le : **28/10/2024**

Demandeur : **Communauté de Commune Faucigny Glières**

représentée par : **Monsieur Stéphane VALLI**

Pour : **Modification du tènement**

Adresse terrain : **Rue Guillaume FichetLE CRET, à Glières-val-de-borne (74130)**

Parcelles : **AL-0386, AL-0384**

**ARRETE N° U2024-053**

**Le Maire de GLIERES VAL DE BORNE,**

**VU** la demande de modification d'un permis délivré en cours de validité présentée le **28/10/2024** par Communauté de Commune Faucigny Glières, représenté par Monsieur Stéphane VALLI, demeurant 6, Place de l'Hôtel de Ville à BONNEVILLE (74130) ;

**VU** la demande initiale de Permis de construire (PC) présentée le 26/10/2022 par la Communauté de Commune Faucigny Glières, représenté par Monsieur Stéphane VALLI, demeurant 6, Place de l'Hôtel de Ville à BONNEVILLE (74130), accordée le 22/02/2023 :

- Pour la construction d'une maison d'assistantes maternelles
- Pour une création de surface de plancher de 180m<sup>2</sup>

**PETIT-BORNAND-LES-GLIERES :**

**VU** le Code de l'urbanisme,

**VU** la loi Montagne n°85-30 du 9 janvier 1985, et les articles L 122-1 et suivants du code de l'urbanisme,

**VU** le Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté de Communes Faucigny-Glières approuvé le 16/05/2011,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du 10/04/2017,

**VU** le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles approuvé par arrêté préfectoral le 05/03/1997,

**VU** la délibération n°2017-023 du Conseil Municipal de Petit-Bornand les Glières en date du 10/04/2017 relative à l'instauration d'un droit de préemption urbain,

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Petit-Bornand-les-Glières en date du 24 octobre 2007 relative à l'instauration du dépôt d'une déclaration préalable à l'édification d'une clôture.

**VU** la délibération 'spécifique' n°2011-14 du Conseil Municipal de Petit-Bornand-les-Glière en date du 22 mars 2011 instaurant la participation au financement des voiries et des réseaux (art.332-6-1-2°-d) sur le secteur des Lignièrès,

**VU** la délibération n°2019-065 du Conseil Municipal de Glières-val-de-Borne en date du 09 septembre 2019 relative à l'instauration de la taxe d'aménagement (article L 331-1 et suivants du code de l'urbanisme),

**VU** la délibération n°2019-066 du Conseil Municipal de Glières-val-de-Borne en date du 09 septembre 2019 relative à l'instauration de la taxe d'aménagement majorée (article L 331-1 et suivants du code de l'urbanisme),

**VU** la délibération 2022-59 du Conseil Municipal de la commune de Glières-Val-de-Borne en date du 20/09/2022 relative à la révision du taux de la taxe d'aménagement,

**VU** l'arrêté DDT-2023-0499 du 24/03/2023, portant prescription de la révision du plan de prévention des risques naturels de la commune de Glières-Val-de-Borne,

**VU** le permis d'aménager PA07421222A0001 accordé le 11/07/2022,

**VU** le permis d'aménager modificatif PA07421222A0001M01 accordé le 25/11/2024,

**VU** l'avis de l'architecte des bâtiments de France, en date du 21/11/2024,

**ARRÊTE**

**Article 1**

La demande de modification d'un permis délivré en cours de validité est accordée.

## Article 2

Les conditions particulières figurant au Permis de construire (PC) n° PC07421222A0027 délivré le 22/02/2023 sont intégralement maintenues.

Cette modification de Permis de construire (PC) n'apporte aucun changement à la période de validité du permis d'origine.

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux ne devra être adressée qu'après réalisation des abords prévus dans la demande susvisée (article R462-1 du code de l'urbanisme).

GLIERES VAL DE BORNE,  
Le 25 novembre 2024.

Le Maire,  
Christophe FOURNIER



### **NOTA BENE :**

Ce projet est soumis au paiement de la taxe d'aménagement.

**INFORMATION RISQUES :** L'attention du maître d'ouvrage est attirée sur le fait que la prise en compte dans son projet des règles de construction, d'utilisation et d'exploitation du plan de prévention des risques (règlement C indice 195) est de sa responsabilité.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

### **INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT**

#### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

#### **Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique ou des espaces ouverts au public décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

#### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du bénéficiaire de l'autorisation :** il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances



**MINISTÈRE  
DE LA CULTURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Reçu en mairie  
le 21 novembre 2024

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES  
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

**Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine  
de Savoie et de Haute-Savoie**

Dossier suivi par : MATHEVON Denis  
Objet : Plat'AU - PERMIS DE CONSTRUIRE

Numéro : PC 074212 22 A0027M01 U737402  
Adresse du projet : 670 Rue Guillaume Fichet 74130 GLIERES  
VAL DE BORNE  
Déposé en mairie le : 28/10/2024  
Reçu au service le : 14/11/2024  
Nature des travaux: 08127 Installation et travaux divers

Demandeur :  
COM COM FAUCIGNY GLIERES VAL DE  
BORNE représenté(e) par Monsieur VALLI  
STEPHANE  
6 Place de l'Hôtel de Ville  
74130 BONNEVILLE

Cet immeuble n'est pas situé en (co)visibilité avec un monument historique. Par conséquent, les articles L621-30, L621-32 et L632-2 du code du patrimoine ne sont pas applicables et ce projet n'est pas soumis à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France.

Ce projet n'appelle pas d'observation.

Fait à Annecy

Signé électroniquement  
par Philippe GANION  
Le 20/11/2024 à 17:40

**L'Architecte des Bâtiments de France  
Monsieur Philippe GANION**

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débiter les travaux à la réception de cet avis.

**ANNEXE :**

Presbytère situé à 74212|Glières-Val-de-Borne.